

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 24/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT20250571
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'un contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux demandé par l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

L'établissement est classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Respect des VLE - Site OGP1	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.2.1, 4.3.7 et 4.3.11	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	60 jours
4	Respect des VLE - Site OGP2	Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 3.5.2.2	Demande d'action corrective	60 jours
5	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 2.5.1	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
2	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Equipements des points de rejets EP2 et EP3 du site OGP1	Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 3	Sans objet
7	Recherche des chloroalcanes C10-C13 dans le cadre de RSDE	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Aspect des rejets
Prescription contrôlée : Article 49 de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 "Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation." Article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2011 (site OGP1) : "Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages." Article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17/02/2000 (site OGP2) : "Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de substances qui directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles : - d'incommoder le voisinage, - d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, - de nuire à la santé ou à la sécurité publique et en particulier de dégager des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, - de compromettre la réalisation des objectifs de qualité du milieu naturel récepteur y compris par une coloration, une odeur ou une saveur notables."
Constats : Lors de la visite d'inspection du 23/10/25, la société Apave Exploitation France (Agence de Saint-Denis) est présente pour effectuer un contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux. Trois points de rejet font l'objet d'un prélèvement :

- le point de rejet des eaux pluviales N° EP1 du site OGP1 (eaux de refroidissement, eaux pluviales de voirie hors zones de production, eaux pluviales de toitures) ;
- le point de rejet des eaux pluviales N° EP2 du site OGP2 ;
- le point de rejet des eaux pluviales N° EP3 du site OGP2.

Les eaux rejetées au niveau de ces trois points de rejet se déversent dans le réseau communal "eaux pluviales" ayant pour milieu récepteur l'Œuf.

Lors de la pose des préleveurs, un écoulement est uniquement observé au niveau du point de rejet des eaux pluviales N° EP1 du site OGP1 (du fait des eaux de refroidissement qui s'y déversent). Les eaux qui s'y écoulent sont de couleur claire et exemptes de matières flottantes ou d'odeur.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

En amont du rejet au réseau communal, le point de rejet N° EP1 du site OGP1 est équipé d'un canal Venturi, tandis que les points de rejet N° EP2 et EP3 du site OGP2 disposent tous les deux d'un regard. Ces aménagements sont implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Ils sont aisément accessibles et ont permis au prestataire retenu pour effectuer le contrôle inopiné d'y mettre en place un préleveur sans difficulté.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des VLE - Site OGP1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.2.1, 4.3.7 et 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Article 4.2.1

"[...] Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au CHAPITRE 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. [...]"

Article 4.3.7

"[...]"

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : 30°C

pH: compris entre 5,5 et 9,5

Couleur modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l"

Article 4.3.11

"L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales polluées et non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies:

Référence du rejet vers le milieu récepteur: N°EP1 et EP2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.)"

Paramètres	Concentrations (en mg/l)
MES	20
DCO	50
DBO5	15
Azote global	10
Phosphore global	1
Hydrocarbures	5

Constats :

Sur la base du rapport fourni par la société Apave Exploitation France à la suite du contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux effectué le jour de la visite, daté du 24/11/25, l'inspection constate que le prélèvement effectué au niveau du point de rejet des eaux pluviales N° EP1 du site OGP1 respecte l'ensemble des valeurs limites d'émission fixées, à l'exception de celle pour l'azote global : 10,3 mg/L mesuré contre une VLE à 10 mg/L.

L'inspection note en outre la présence de toluène à une concentration de 10,2 g/L. La présence récurrente de cette substance, non prévue par l'arrêté d'autorisation et par conséquent interdite, avait déjà été relevée dans le cadre de la fiche de constat n°7 du rapport d'inspection en date du

23/11/25 : après une concentration en toluène de 761 µg/L mesurée le 10/12/24, l'inspection avait relevé des concentrations de 30,7 µg/L le 24/04/25, de 31,24 µg/L le 28/05/25 et de 10,9 µg/L le 30/09/25. Dans le cadre de la rédaction du présent rapport, l'inspection note également, par consultation des résultats disponibles sur la plateforme GIDAF, une concentration de 265,65 µg/L le 22/10/25.

En réponse à ces constats, l'exploitant avait annoncé mener une inspection télévisée du réseau d'eaux pluviales afin d'identifier les éventuels désordres et, si besoin, établir un plan de remédiation. Par communication en date du 9/12/25, l'exploitant indique que cette inspection a permis d'identifier des désordres au niveau des ateliers FA3 et FA4 et que les eaux correspondantes ont été détournées vers le réseau des eaux usées. Aucune mesure n'ayant encore pu être réalisée à la suite de la mise en œuvre de cette action, l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer son efficacité.

Ecart. Rejet d'une substance interdite au niveau du point de rejet N° EP1 du site OGP1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Respect des VLE - Site OGP2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 3.5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Les eaux rejetées dans le réseau collectif auront les caractéristiques physico-chimiques suivantes:

Concentration en MES < 50 mg/l

Concentration en hydrocarbures (norme NFT90114) < 10 mg/l

Constats :

En raison d'une trop faible pluie au cours du contrôle inopiné effectué le jour de la visite, le point de rejet N° EP3, resté sec, n'a pas pu faire l'objet d'une mesure de la qualité des rejets.

Sur la base du rapport fourni par la société Apave Exploitation France à la suite de ce contrôle, daté du 24/11/25, l'inspection constate que le prélèvement effectué au niveau du point de rejet des eaux pluviales N° EP2 du site OGP2 respecte les valeurs limites d'émission fixées pour les matières en suspension et les hydrocarbures.

L'inspection note toutefois une concentration relativement importante de zinc (193 g/L), non prévue par l'arrêté d'autorisation et par conséquent interdite.

Ecart.Rejet d'une substance interdite au niveau du point de rejet N° EP2 du site OGP2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 19/09/25, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées : - avoir détecté, le jour même à 8h26, un écoulement anormal dans le collecteur des eaux pluviales de la ville ; - avoir mis en place, à 8h40, une vessie pour obturer le collecteur interne des eaux pluviales à l'origine de l'anomalie ; - avoir identifié, à 9h40, la cause de l'anomalie : la rupture de la canalisation des eaux usées entre le traitement physico-chimique et le bassin tampon de stockage intermédiaire de ces eaux ; - avoir arrêté, à 9h41, la pompe de transfert afin de mettre fin à l'incident. L'exploitant indique en outre avoir prévenu les services techniques de la ville de Pithiviers à 10h05 afin d'isoler le bassin de rétention Saint-Mathurin, dont les vannes ont été réouvertes suite à la confirmation de la fin de l'incident et à l'absence de pollution constatée (absence de manifestation visuelle ou d'odeur).

Par courriel du 25/09/25, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la fiche de notification d'incident, ensuite complétée par courriel du 1/10/25. L'exploitant estime un volume de fuite compris entre 1 et 2 m3 d'eaux usées neutres (DCO mesurée à 870 mg/L et pH à 6,25).

A la suite de cet événement, l'exploitant a mis en place un système de by-pass du bassin intermédiaire. Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate la mise en place de ce dispositif. A terme, l'exploitant envisage de remplacer la canalisation défailante par une canalisation aérienne, qui permettra une plus rapide détection en cas de de fuite.

Ecart. Absence de transmission d'un rapport d'incident demandé par courriel de l'inspection le 25/09/25.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Equipements des points de rejets EP2 et EP3 du site OGP1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Equipements des points de rejets

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- une note technique circonstanciée justifiant que les points de rejet EP2 et EP3 définis par l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisé ne nécessitent pas d'être équipés de tout ou partie des dispositifs de surveillance en continu des rejets et d'isolement prescrits à l'article 2 pour le point de rejet EP1 ;
- une proposition de calendrier de mise en place de dispositifs robustes permettant de garantir la détection immédiate d'une pollution accidentelle à ce point de rejet et l'isolement dudit point de rejet. Les dispositions (dispositifs de mesure, seuils retenus) et le calendrier proposés font l'objet d'une argumentation technique et, le cas échéant, économique.

Constats :

Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique que les points de rejet N° EP2 et EP3 du site OGP1 ont été condamnés. L'inspection constate les travaux effectués afin de rediriger :

- les eaux du point N° EP2 vers le point N° EP1 ;
- les eaux du point N° EP3 vers le bassin de rétention du site.

Absence d'écart. Le point correspondant de la mise en demeure du 8 janvier 2025 peut être levé. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan de ses réseaux actualisé à la suite des modifications effectuées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan de ses réseaux actualisé à la suite des modifications effectuées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recherche des chloroalcanes C10-C13 dans le cadre de RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, RSDE

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en oeuvre sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

N o m d u r e j e t	Substances	C O D E S A N D R E	Périodicité	Durée de c h a q u e prélèvement	Limite de quantificatio n à atteindre p a r l e s laboratoires en µg/l
P o i n t N ° 1 E a u x industrielles	Chloroalcanes s C10-C13	1955	1 mesure par trimestre	Prélèvement sur 24 heures	10

Constats :

Par courrier en date du 25/11/25, l'exploitant indique souhaiter interrompre, à compter du 1er janvier 2026, la recherche des chloroalcanes C10-C13 au niveau du point de rejet des eaux industrielles du site OGP1, prescrite par l'arrêté préfectoral du 25/06/13 dans le cadre de l'action RSDE (recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau).

L'exploitant met en avant la réalisation de 45 analyses trimestrielles, entre septembre 2013 et mai 2025, ayant toutes conduit à un résultat inférieur à la limite de quantification de 10 µg/L fixée par l'arrêté préfectoral du 25/06/13 (et, pour certaines de ces analyses, à un résultat inférieure à 5 µg/L voire à 1 µg/L).

L'article 23 de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 dispose : "Pour les substances dont la surveillance pérenne a été actée voire notifiée par arrêté préfectoral dans le cadre de la deuxième campagne RSDE (recherche et réduction des rejets de substances dans l'eau), les dispositions du présent arrêté remplacent les dispositions prévues concernant les modalités de cette surveillance."

Dès lors, la surveillance doit être effectuée selon les conditions fixées par l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : à savoir, pour les chloroalcanes C10-C13, de manière trimestrielle si le flux journalier dépasse le seuil 2 g/j.

La circulaire du 27 avril 2011 relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées prévoit : "en cas de concentration moyenne inférieure à la LQ, le flux moyen journalier est considéré comme nul".

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection considère que l'exploitant peut interrompre la recherche des chloroalcanes C10-C13 au niveau du point de rejet des eaux industrielles du site OGP1.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite